

Un tueur au service de la France : Jugoslav Petrusic alias Dominik Yugo

Jacques Morel

22 juillet 2011, v0.1

Jugoslav Petrusic, alias Dominik Yugo est un ancien de la Légion étrangère. Selon le Quai d'Orsay, il a acquis la nationalité française par mariage.¹ Il aurait été garde du corps de François Mitterrand.²

Jugoslav Petrusic aurait servi d'intermédiaire à la France alors que deux pilotes français étaient retenus prisonniers par les Serbes de Bosnie, après que leur avion ait été abattu au-dessus du territoire yougoslave en 1995. Il aurait été sollicité à l'époque par Jean-Charles Marchiani, chargé de la résolution de cette crise, sous le contrôle de la DST.³ Il est intervenu pour cette libération au côté de Marchiani, l'émissaire de Chirac, avec le trafiquant Arkadi Gaydamak.⁴ Patrick Barriot, médecin-colonel, chef de la Sécurité civile,⁵ répondant aux questions de Milosevic devant le TPIY, en janvier 2005, a déclaré : en contact avec la DGSE, lui, Barriot, rencontre Petrusic qui lui dit qu'il travaille pour la DST et que celle-ci cherche à l'éliminer. Morad Aït-Habbouche de FR3 assistait à cette discussion. Petrusic l'aidera à faire le reportage sur la libération des pilotes. Ce reportage, « Le prix d'une poignée de mains », sera interdit de diffusion car il y était question du versement d'une rançon que les Serbes ne demandaient pas. Elle aurait servi au financement de partis politiques français. Toujours selon Barriot, Raymond Nart de la DST engagea une double négociation en 1995.

1) Le général Pierre-Marie Gallois rencontra le général Mladic le 17 novembre 1995. Celui-ci ne demanda qu'une poignée de main du chef de l'armée de l'air française en échange de la libération des 2 pilotes.

2) Une mission parallèle fut confiée à Jean-Charles Marchiani et Arkadi Gaydamak qui disent avoir rencontré Mladic le 25 novembre.

Les pilotes furent libérés le 12 décembre 1995, après que le chef d'état-major des armées Jean-Philippe Douin eut serré la main du général Mladic. Barriot ajoute que « Dominique » vit à Paris.⁶ Notons que la chute de Srebrenica date du 11 juillet 1995. Petrusic aurait participé au massacre qui s'ensuit. Les bombardements ont été décidés par l'Otan suite à ça et un avion français de la base d'Ochey, près de Nancy, a été abattu, les deux pilotes ayant réussi à s'éjecter.

Le rôle du trio Gaydamak-Marchiani-Pasqua dans la libération des deux pilotes est nié par l'accusation au procès de l'Angolagate, par les témoignages d'Alain Juppé et du général Douin à ce procès,⁷ et par le général Gallois.

Fin 1996, Petrusic est envoyé au Zaïre pour sauver Mobutu :

Le Zaïre ne sera pas une heure de gloire du mercenariat hexagonal. Une opération parallèle, montée par l'entreprise de communication satellitaire Géolink, se révélera tout aussi désastreuse. Avec la bénédiction du contre-espionnage français, un certain « colonel Dominique Yugo », contact parisien bien renseigné sur la Bosnie, recrute une phalange

1. « Yugo », *le mercenaire franco-serbe qui œuvrait au Zaïre*, Libération, 4 décembre 1999.

2. Gordana Igric, *Alleged 'Assassins' Were No Strangers To France*, IWPR, 10 Novembre 2005. <http://iwpr.net/report-news/alleged-assassins-were-no-strangers-france>

3. *Trois serbes accusés d'agir pour les services français*, zonedinteret.blogspot.com, 5 février 2009.

4. C. Coquio, "Des crimes contre l'humanité en République française (1990-2002)", p. 158.

5. Médecin colonel, Patrick Barriot a été casque bleu en 1994 en ex-Yougoslavie (Krajina). Il est devenu représentant officiel de la République serbe de Krajina. Il a quitté l'armée en 1998.

6. Patrick Barriot, Ève Crépin, *Le procès Milosevic ou l'inculpation du peuple serbe*, l'âge d'homme, 2005, pp. 25-26.

7. Thierry Lévêque, *Quand Paris négociait avec Radovan Karadzic et Ratko Mladic*, Libération, 25 novembre 2008.

serbe dont les exactions attireront rapidement l'attention de la presse et des défenseurs des droits de l'homme. « Notre envoi au Zaïre était un message en direction de Mobutu, un geste symbolique pour lui montrer qu'il n'était pas abandonné plutôt qu'une intervention destinée à redresser la situation », précise d'ailleurs Emmanuel Pochet, « le modèle même de ce qu'il ne faut plus jamais faire ». ⁸

Philip Perrette, directeur commercial de Geolink, aurait organisé avec Petrusic l'envoi de 180 mercenaires serbes au secours de Mobutu, ainsi que des envois d'armes en provenance de Yougoslavie. Perrette travaille pour les services français. Andre Martinie, dirigeant de Geolink, déclare au *New York Times* (May 2, 1997) ne pas être au courant des activités de Perrette. C'est en novembre 1996 qu'a commencé le recrutement, avec Milorad Pelemis alias "Misha", comme bras droit de Petrusic pour ce recrutement. ⁹

François-Xavier Verschave résume ainsi la carrière de Petrusic :

Auparavant, ce Franco-Serbe a connu un parcours exemplaire : il a fait la Légion, appartenu au service de protection de François Mitterrand, noué des liens avec la DST et Jean-Charles Marchiani, assisté au massacre de Srebrenica, en Bosnie, tandis que son compère Milorad Pesemic, alias "Misa", commandait une unité de tueurs. Les deux hommes dépendaient du service de renseignement de l'armée bosno-serbe, sous les ordres du général Mladic.

Leur passif est si lourd que Slobodan Milosevic a jugé utile de les arrêter fin novembre à Belgrade, avec trois collègues du même acabit. Au prétexte d'une tentative d'assassinat contre lui, mais bien plutôt pour faire pression sur Paris.

Le ministre yougoslave de l'Information se plaît à souligner que Yugo Petrusic travaille depuis dix ans pour les services secrets français. Il l'accuse d'avoir participé à un massacre en Algérie en 1994...

En 1997 au Zaïre, ce même Dominic Yugo affirmait au journaliste Frédéric Fritscher qu'il serait allé « pour les Français » « au Liban, en Irak, ailleurs en Afrique ». Rémy Ourdan, dans *Le Monde*, ¹⁰ précise que Yugo bénéficiait d'un passeport français au nom de Jean-Pierre Pironi, pour opérer au Kosovo en juin 1999. Il trouve « pour le moins étonnant » le parcours des "espions" arrêtés par Milosevic.

Didier François, dans *Libération*, ¹¹ mentionne d'autres vrais-faux documents fournis à Petrusic par la DST. Il évoque un troisième "espion", arrêté avec Yugo et Misa : Slobodan Orasanin. « Il aurait été chargé de fournir du matériel militaire à l'équipée africaine [au Zaïre] tout en s'assurant de l'achat, pour la Yougoslavie sous embargo, d'équipements électroniques à une très grande société française avec laquelle "Dominic Yugo" était également en contact ».

Le journaliste ajoute : « les autorités yougoslaves ont entrouvert les portes d'un bien sombre placard ». Son éditorialiste, Jacques Amalric, résume le message adressé par Milosevic à Jacques Chirac : « N'oubliez pas que vous avez eu recours à plusieurs reprises à un de nos plus grands nettoyeurs ethniques, que nous tenons ; n'en faites pas trop en ce qui concerne la chasse aux criminels de guerre ». ¹²

Petrusic a été en effet accusé d'avoir organisé une tentative d'assassinat du président yougoslave Slobodan Milosevic pour le compte des services français. Il aurait la double nationalité. Le ministre yougoslave de l'information, Goran Matic, a affirmé « que Petrusic était "membre des services de renseignement français, sous le pseudonyme de 'Balladin'" et qu'il agissait "sur instructions de Patrick Fort, un haut fonctionnaire de ces services". Un autre de ses pseudonymes était "Dominique", a-t-il dit.

Petrusic aurait aussi commis en 1994 « un massacre en Algérie dans lequel sont morts 15 citoyens algériens, également sur instruction de la France ». ¹³

8. François Didier, *Amères équipées pour les soldats du « Vieux »*, Libération, 4 février 1999.

9. Gordana Igric, *ibidem*.

10. Rémy Ourdan, *Litinénaire sanglant de cinq 'espions' de Belgrade, de la Bosnie au Zaïre*, Le Monde, 30 novembre 1999.

11. Didier François, *Cinq nettoyeurs serbes encombrants pour Paris*, Libération, 3 décembre 1999..

12. Billets d'Afrique n° 77, janvier 2000.

13. *Ibidem*.

M. Matic a aussi affirmé que Jugoslav Petrusic avait combattu au Zaïre avec les forces du maréchal Mobutu Sese Seko.

Selon M. Matic, le groupe, dont le nom de code était "Araignée", se composait, en plus de Petrusic, de Milorad Pelemis, Branko Vlaco, Rade Petrovic et Slobodan Orasanin, quatre Serbes de Republika Srpska, l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine.¹⁴

Catherine Coquio confirme :

C'est le tandem Petrusic/Pelemis qui recrutera les mercenaires pour Mobutu, à Bijeljina puis Belgrade, et sous l'autorité du chef des services secrets serbes, Jovica Stanišić.¹⁵

La centaine de mercenaires serbes est arrivée à Kisangani dans le courant du mois de janvier 1997. Commandés par un colonel, ils ne dépendent pas du Belge Christian Tavernier mais directement du général Mahele. Ils disposent de trois hélicoptères Mi-24 Hind et de trois avions d'attaque légers Aermacchi MB-326K.¹⁶

Les Serbes auraient commis des exactions à Kisangani avant leur repli, le 14 mars 1997. Dans *Raids*, Thierry Charlier soutient que, malgré leur aspect bien peu angélique, les mercenaires serbes n'ont pas commis de massacres, qu'il s'agit de rumeurs.¹⁷ Gérard Prunier rapporte un témoignage d'Alphonse Maindo¹⁸ sur des tortures à Kisangani.¹⁹

De surcroît, les crimes de guerre perpétrés par les Serbes leur aliènent totalement la population. Outre, le bombardement inutile des villes de Bukavu, de Shabunda et de Walikale le 17 février 1997, Amnesty International et la Fédération Internationale des Droits de l'Homme dénoncent les exécutions de dizaines de civils, soupçonnés de collaboration avec les rebelles. Dont deux prédicateurs de l'église néo-apostolique, abattus début mars par Yugo en personne.²⁰

Les bombes lancées sur le marché de Bukavu firent 19 morts et 37 blessés.²¹ Ces bombardements n'avaient aucun intérêt militaire.²²

Thierry Charlier note que « *les avions Aermacchi et les hélicoptères Mi-24 utiliseront des bombes au napalm et au phosphore contre les positions rebelles. Ces dernières opérations ne créeront cependant pas l'effet de panique escompté...* »²³

Un Zaïrois ne garde pas un bon souvenir de Yugo qui commandait les mercenaires serbes :

Standing amid the ruins of a Zairian ammunition dump, Guy Mwanatambwe recalled the horrors of being held captive by Serb mercenaries paid by his country's government.

We were imprisoned here by the mercenary Yugo, a colonel who locked us up for 10 days. There was a hangar here. That's where they guarded us, Mwanatambwe said.

Col. Dominic Yugo was the apparent commander of a band of mercenaries from the former Yugoslavia hired by Zairian President Mobutu Sese Seko to protect Kisangani from a rebel attack.²⁴

Les mercenaires français, envoyés également au Zaïre, sont équipés de matériels serbes, uniformes et armement.

14. Algeria Watch, *Belgrade affirme qu'un complot pour tuer Milosevic a été déjoué*, 25 novembre 1999.

15. Catherine Coquio, "Des crimes contre l'humanité en République française (1990-2002)", p. 158.

16. Thierry Charlier, *Les mercenaires français au Zaïre*, Raids, mai 1997, p. 27. Charlier a fait partie de l'expédition. Il publie des photos de mercenaires au visage flouté.

17. Thierry Charlier, *ibidem*, p. 26.

18. Alphonse Maindo est actuellement chercheur associé au Centre d'étude des mondes africains à Paris et collabore à Politique africaine.

19. Gérard Prunier, *From Genocide to Continental War. The 'Congolese' Conflict and the Crisis of Contemporary Africa*, [1, pp. 129-403].

20. Philippe Chapleau, François Misser, *Mercenaires S.A.*, Desclée de Brouwer.

21. Le Monde, 19 février 1997.

22. G. Prunier [1, p. 133].

23. Thierry Charlier, *ibidem*, p. 29.

24. *Zairian recounts torture by Serb mercenaries*, CNN, Kisangani, Zaïre, March 19, 1997. http://articles.cnn.com/1997-03-19/world/9703_19_zaire.mercenary_1_zairian-mercenaries-rebel-attack?_s=PM:WORLD.

Références

- [1] Gérard PRUNIER : *From Genocide to Continental War. The 'Congolese' Conflict and the Crisis of Contemporary Africa*. Hurst & Company, London, 2009.